

TERRORISME

Le jugement des ex-détenus de Guantanamo attendu pour janvier 2012

Très attendu, le procès de deux ex-détenus de la prison de Guantanamo, poursuivis pour les chefs d'inculpation «d'appartenance à un groupe terroriste activant à l'étranger», a été reporté à la prochaine session. La décision a été prise par le président du tribunal criminel près la cour d'Alger, jeudi dernier, en raison de l'absence des deux prévenus «pour ne pas avoir été informés de la date du procès».

Abder Bettache — Alger (Le Soir) — Selon leur avocat, M^e Boumerdassi Hassiba, ses clients qui ne sont pas en détention pour le moment n'ont pas été assignés à comparaître par le tribunal, ajoutant que cette mesure relevait de la compétence de ce dernier. Les deux mis en cause, à savoir Abbar El-Houari et El-Abed Ahmed, comparaissaient libres et avaient purgé dans la prison américaine de Guantanamo des peines de sept ans pour Abbar El-Houari et cinq ans pour El-Abed Ahmed. Selon l'arrêt de renvoi, les deux personnes ont été remises aux autorités algériennes après leur libération de la prison de Guantanamo et après avoir purgé leurs peines. D'après une source judiciaire, Abbar El-Houari et El-Abed Ahmed ont été arrêtés par l'armée américaine dans les années 2002 et 2001. Originaire de l'ouest du pays, plus exactement d'Oran, Abbar El-Houari âgé de 41 ans a été arrêté en 2002 en Géorgie par les services secrets américains pour avoir combattu aux côtés des Tchétchènes contre les forces russes. Il a été emprisonné dans la base de Guantanamo pendant sept

ans. Quant à El Abed Ahmed (53 ans), originaire de Tiaret, il a reconnu durant l'enquête que son déplacement en Afghanistan en 2001 n'était pas pour le djihad mais plutôt motivé par la tentative d'accéder au monde du trafic de drogue.

Selon l'arrêt de renvoi, ce dernier a raconté qu'il a été «arrêté au Pakistan en 2002 avec d'autres ressortissants arabes avec lesquels il résidait après une descente des forces de sécurité pakistanaïses qui les ont

remis par la suite aux autorités américaines». Après cette arrestation, il a été transféré à Guantanamo où il a passé 5 ans de détention. Pour rappel, le tribunal criminel d'Alger a eu déjà à se prononcer dans des affaires similaires concernant des ex-détenus de Guantanamo et avait prononcé l'acquittement de six inculpés, à savoir Abdelli Foghou, Térari Mohamed, Hadarbach Sofiane, Hamlili Adel Amine Tayeb, Zemiri AHCène et Hamlili Mustapha. La même instance avait prononcé le 29 novembre 2009 une peine de 20 ans de réclusion criminelle par «contumace» à l'encontre de l'accusé «en fuite» Belbacha Ahmed. Ce dernier, selon des informations de presse, figure parmi les anciens détenus algériens de Guantanamo qui ont été innocentés par le

tribunal militaire américain. Mais il a refusé de retourner en Algérie et a émis le souhait d'être transféré en Grande-Bretagne. Or, du côté algérien, des chefs d'inculpation ont été retenus contre lui, d'où la peine de 20 ans de prison prononcée à son encontre en 2009 par le tribunal criminel près la cour d'Alger. Par ailleurs, il y a lieu de noter que deux autres ex-détenus de Guantanamo seront également jugés pour le même chef d'inculpation, lors de l'actuelle session du tribunal criminel d'Alger. Le premier, Messaoui Mabrouk, sera jugé le 10 janvier prochain et Nadji Abdelaziz le 16 janvier de l'année 2012. Pour rappel, les autorités algériennes, par la voix du ministre de la justice Tayeb Belaïz avaient indiqué le 2 mars 2010

qu'une délégation algérienne «de haut niveau» s'est rendue à la base américaine de Guantanamo pour confirmer les identités des 17 détenus d'origine algérienne. Toutefois, elle n'ont pu donner plus de précision sur la date exacte ni sur la composition de cette délégation, se limitant seulement à reconnaître l'existence officielle de 17 Algériens détenus à la prison de Guantanamo. Elles ont également ajouté : «Si ces Algériens veulent rentrer au pays, ils seront les bienvenus», soulignant que ceux qui font l'objet de poursuites judiciaires en Algérie seront jugés «selon le code pénal algérien et ceux qui ne sont pas poursuivis par la justice algérienne retourneront auprès de leurs familles».

A. B.

ILS DÉPLORENT LA LENTEUR DE LA PRISE EN CHARGE DE LEURS REVENDICATIONS

Les hospitalo-universitaires menacent de renouer avec la protestation

Le Syndicat des professeurs, docents et maîtres-assistants en sciences médicales a décidé de convoquer des assemblées générales pour le 13 décembre prochain. A l'ordre du jour : décider des actions à entreprendre pour pousser les pouvoirs publics à prendre en charge leurs revendications.

Salima Akkouche — Alger (Le Soir) — Le secteur de la santé est toujours agité. Les hospitalo-universitaires, qui ont gelé leur mouvement de grève du mois d'octobre dernier suite à la promesse du ministre de la Santé de répondre à leurs préoccupations, reviennent à la charge avec la même

plateforme de revendications. Le Syndicat des professeurs docents et maîtres-assistants, qui a tenu son Conseil national le 30 novembre dernier, constate que sa plateforme de revendications est toujours en situation de blocage.

Le syndicat, qui dénonce le silence et le statu quo du ministère de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur, rappelle que les questions du régime indemnitaire et de chefferie d'unité sont toujours en stand by. Il soulève également le problème des pénuries cycliques de médicaments que le personnel médical continue de subir dans les services. «Nous sommes face à une administration dont la fuite en avant et les promesses sans lendemain sont devenues une véritable marque de

fabrique», dénonce le syndicat dans un communiqué.

Pour pousser les deux tutelles à réagir, le syndicat a décidé de convoquer des assemblées générales, le 13 décembre prochain, au niveau de tous les CHU du pays pour décider des actions futures à entreprendre. «Nous discuterons des voies et moyens à même d'amener les autorités à tenir leurs promesses et engagements dans les plus brefs délais», souligne-t-on dans le même communiqué. Le ministre a, pour rappel, fixé, comme date butoir, le 31 octobre dernier, pour la mise en œuvre du régime indemnitaire du corps des hospitalo-universitaires.

S. A.

RACHID BENAÏSSA :

«Il faut en finir avec notre cloisonnement»

A la restitution des conclusions de l'atelier sur la coopération MADR-FAO (ministère algérien de l'Agriculture et du Développement rural – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), tenu jeudi à la résidence El-Mithak, le point focal était la consolidation du système d'information et le renforcement des capacités nationales d'étude et d'analyse.

Ainsi, un groupe de travail a été chargé de débattre de l'opération et d'élaborer un document à ce propos. Tout comme les outils de financement et la possibilité de contribution de la FAO - l'organisation onusienne y participera à hauteur de 10%.

Ce faisant, un projet de décret devra incessamment être élaboré par le département de Rachid Benaïssa en prévision du lancement du Recensement général de l'agriculture (RGA). Cette opération coûtera la bagatelle de 12 milliards de centimes. Elle permettra de mieux connaître les filières et donnera aux acteurs du secteur l'occasion de mieux analyser les dysfonctionnements.

Dans son intervention, le ministre a demandé à ce que l'accompagnement de la FAO se fasse en adéquation avec la politique de renouveau agricole et rural. «Nous nous sommes appuyés dans la définition de cette politique sur l'apport de beaucoup d'institutions internationales, y compris la FAO, et il ne faut pas revenir en arrière. Nous avons réalisé des avancées considérables et même la FAO en a encensé à plusieurs reprises. Donc, cet accompagnement doit être complémentaire et intégrer cette dynamique d'ensemble de manière à nous indiquer s'il y a lieu d'apporter des correctifs», a-t-il souligné.

Rachid Benaïssa a aussi rassuré les partenaires onusiens de la volonté de son département de mieux échanger des informations sur le secteur de sa compétence et a exhorté ses collaborateurs à le faire : «Il faut réduire notre cloisonnement et mieux s'intégrer internationalement. D'au-

tant plus que nous sommes face à des défis transfrontaliers. Seulement, il faut imaginer l'appui de FAO à partir de ce qu'on a réalisé après 20 ans de collaboration avec des institutions internationales.»

Il convient enfin de noter que l'atelier a vu la discussion de bien d'autres questions liées au secteur suivant les priorités définies par la FAO pour la région, comme le renforcement des capacités pépinières forestières et la lutte antiacridienne. L'atelier a été également marqué par la présence, côté FAO, du coordina-

teur du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord, Benoît Horemans, du représentant de la FAO en Algérie, Nabil Assaf, de Gunther Feiler, fonctionnaire technique à la division de l'assistance aux politiques de la FAO, de Camille Roux, consultante internationale à l'Unité d'assistance aux politiques agricoles et de Liliana Balbi, économiste principale - FAO – Rome. Côté MADR, le SG du ministère, Ahmed Ferroukhi, était accompagné par les hauts cadres de l'administration centrale.

L. H.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

«Quatre-vingt pour cent des chercheurs n'ont pas le doctorat»

La recherche scientifique en Algérie souffre de la «faiblesse de la qualification des chercheurs et des gestionnaires des centres et divisions de recherche». Selon le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur, Hafid Aourag, 80% des chercheurs n'ont pas le doctorat.

Pour y remédier, il a souligné que de nouveaux critères de compétitivité élevée seront mis en place à partir de 2012. Il s'agit, entre autres, d'avoir un doctorat au minimum et de développer des formations maison non diplômantes afin d'«empêcher la fuite des cerveaux».

A cet effet, des états généraux sur la recherche scientifique en Algérie seront organisés en 2012.

Prenant part ce jeudi aux travaux de la session ordinaire du conseil national du Syndicat national des chercheurs permanents (SNCP) à l'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou Ismail, Aourag a affirmé qu'une réflexion est en cours pour trouver des solutions à tous les problèmes recensés. Le plus urgent est d'«axer les efforts sur le développement technolo-

gique qui reste le point faible de notre système et le handicap principal», a-t-il dit.

Le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique a indiqué, par ailleurs, que l'Algérie ne possède que 480 chercheurs pour un million d'habitants tandis que la moyenne mondiale est de 1 080 chercheurs pour un million d'habitants. «L'Algérie, qui se targue d'avoir 20 000 chercheurs, est très loin des standards internationaux même si elle occupe d'excellentes positions en Afrique dans certains domaines, dont la troisième place en physique-chimie, la 2^e en sciences des matériaux et la 4^e en sciences de la terre, mathématiques, informatique et engineering», a-t-il expliqué.

Pour lui, le défi à relever consiste dans la ressource humaine qui «peut transformer l'idée en innovation». Il affirme que le système LMD et la création de grandes écoles spécialisées ont pour but d'«atteindre la qualification et de préparer la ressource humaine pour travailler et gérer les 100 centres de recherche qui seront réalisés d'ici à 2014».

Synthèse Rym N.

AÏN DEFLA Une secousse tellurique de 2,6 enregistrée à El Abadia

Jeudi matin, à 9h55 mn, une secousse tellurique de magnitude 2,6 sur l'Echelle de Richter a été ressentie dans la région d'El-Abadia, à quelque 40 km à l'ouest d'Aïn Defla. Selon les informations que nous avons pu obtenir, l'épicentre a été situé à quelque 8 km au nord-est d'El-Abadia.

En dehors d'un moment de panique, heureusement, ni victimes ni dégâts matériels n'ont été signalés.

La région d'El-Abadia est connue comme étant une zone où l'activité sismique est fréquente parce qu'elle se trouve sur la faille qui passe par Béni Rached à l'ouest de Chlef et se prolonge en direction de Tipasa, Boumerdès, le sud de la France et de l'Italie. Béni Rached où a été situé l'épicentre du violent séisme qui a dévasté la région de Chlef en 1980 et qui avait, on s'en souvient, rasé 80 % de la ville de Chlef, tuant 3 000 personnes, comme on se souvient, toujours à Chlef (Al Asnam à l'époque) du tremblement de terre du 9 septembre 1954 et de ses 1 450 victimes sans compter les milliers de sinistrés. Dans la wilaya d'Aïn Defla, l'activité sismique s'est manifestée souvent durant ces 30 dernières années par des secousses de faible magnitude, lesquelles si elles ne sont pas ressenties par les populations sont perceptibles par les sismographes, l'activité tectonique étant considérée comme un phénomène géologique naturel par les sismologues. Depuis le 1^{er} janvier derniers, c'est la 17^e secousse enregistrée.

Karim O.